

Veillesse, invalidité, décès

Dates de la législation de base et types de régimes

Première loi: 1960.

Lois en vigueur: 1968, 1971, 1988.

Régime d'assurance sociale ainsi que des régimes de pensions complémentaires obligatoires

(1 dollar des E.-U. = 536 francs)

Champ d'application

Travailleurs salariés.

Exclus: Travailleurs indépendants.

Régime spécial pour les fonctionnaires.

Sources de financement

Assuré: 1,6% du salaire.

Employeur: 2,4% des salaires.

Gouvernement: Néant.

Plafond pour le calcul des cotisations: 1 647 315 francs par mois.

Conditions d'attribution

Pension de vieillesse: 55 ans (ou à partir de 50 ans pension réduite). 10 ans de cotisations et 10 ans d'emploi soumis à l'assurance après le début du régime.

Cessation de toute activité rémunérée. Payable à l'étranger.

Pension d'invalidité: 50 ans et incapacité générale permanente. 10 ans de cotisations et 10 ans d'emploi salarié soumis à l'assurance après le début du régime.

Pensions de survivants: Le défunt était pensionné ou remplissait les conditions d'ouverture du droit à pension.

Prestations en espèces pour les travailleurs assurés (sauf incapacité permanente)

Pension de vieillesse: Environ 1,33% du salaire moyen multiplié par les années de cotisations et les périodes d'incapacité. (Une partie des périodes d'emploi situées avant l'entrée en vigueur du régime est créditée.) Pension réduite de 5% pour chaque année en dessous de 55 ans.

Supplément pour enfant: 10% de la pension pour chaque enfant de moins de 16 ans. Maximum: 30% de la pension.

Allocation unique: Pour travailleurs âgés de plus de 55 ans avec moins de 10 ans d'emploi.

Prestations d'incapacité permanente pour les travailleurs assurés

Pension d'invalidité: Environ 1,33% du salaire moyen multiplié par les années de cotisations. (Une partie des périodes d'emploi situées avant l'entrée en vigueur du régime est créditée.) Supplément pour enfant: 10% de la pension pour chaque enfant de moins de 16 ans. Maximum: 30% de la pension.

Allocation d'invalidité: Pour travailleurs âgés de moins de 50 ans avec 10 ans de cotisations, si n'ayant pas droit à la pension. A l'âge de 50 ans, l'allocation est convertie en une pension de vieillesse sans abattement.

Prestations de survivants pour les personnes à charge

Pension de veuve: 50% de la pension de l'assuré, si au moins deux ans de mariage ou si au moins un enfant à charge.

Pension d'orphelins: 20% de la pension de l'assuré pour chacun des orphelins de père et de mère de moins de 16 ans (21 ans si étudiant). Maximum des pensions d'orphelins: 100% de la pension de l'assuré.

Organisation administrative

Ministère de la Santé publique et des Affaires sociales: Surveillance générale.

Caisse nationale de prévoyance sociale: Gestion du régime; administrée par un conseil tripartite.

Maladie et maternité

Dates de la législation de base et types de régimes

Première loi: 1952.

Lois en vigueur: 1964, 1968, 1971, 1988.

Régime d'assurance sociale (prestations en espèces de maternité seulement)

Champ d'application

Femmes salariées ou épouse d'un travailleur salarié.

Régime spécial pour les fonctionnaires.

Sources de financement

Assuré: Néant.

Employeur: 0,5% des salaires.

Gouvernement: Néant.

Plafond pour le calcul des cotisations: 70 000 francs par mois.

Conditions d'attribution

Prestations de maternité: 3 mois d'emploi soumis à l'assurance.

Prestations en espèces pour les travailleurs assurés

Prestations de maladie: Aucune fournie.

Prestations de maternité: 100% du salaire (la moitié à la charge de l'employeur). Egalement tous frais des soins médicaux reçus dans les hôpitaux publics ou 5 000 francs pour soins à la maison ou dans une clinique privée.

Dues pour 6 semaines avant et 8 semaines après l'accouchement (3 semaines supplémentaires en cas de complications).

Prestations médicales pour les travailleurs assurés

Prestations médicales: Fournies dans les centres médico-sociaux de la CNPS.

(Les employeurs doivent fournir certains services médicaux à leurs travailleurs.)

Prestations médicales pour les personnes à charge

Prestations médicales pour personnes à charge: Fournies aux mères et aux enfants dans les centres médico-sociaux de la CNPS.

Organisation administrative

Ministère de la Santé publique et des Affaires sociales: Surveillance générale.

Caisse nationale de prévoyance sociale: Gestion du régime.

Accidents du travail et maladies professionnelles

Dates de la législation de base et types de régimes

Première loi: 1930.

Lois en vigueur: 1968, 1971, 1988.

Régime d'assurance sociale

Champ d'application

Travailleurs salariés, gens de mer, certains travailleurs indépendants, apprentis et membres de coopératives.

Les travailleurs indépendants peuvent s'affilier volontairement.

Sources de financement

Assuré: Néant (sauf les travailleurs indépendants volontairement assurés).

Employeur: 2 à 5% des salaires, selon les risques de l'industrie.

Gouvernement: Néant.

Plafond des salaires pour le calcul des cotisations et des prestations: 70 000 francs par mois.

Conditions d'attribution

Prestations pour accidents du travail: Pas de période minimum de stage.

Prestations en espèces pour les travailleurs assurés (sauf incapacité permanente)

Prestations d'incapacité temporaire: 100% du salaire pendant la durée du préavis. 50% du salaire jusqu'au 28e jour de l'accident, si ce délai n'a pas été absorbé par le préavis. 66 2/3% du salaire à partir du 29e jour de l'accident.

Payables dès le jour suivant l'accident jusqu'à guérison ou constatation de l'incapacité permanente.

Prestations d'incapacité permanente et prestations médicales pour les travailleurs assurés

Pension d'incapacité permanente: Incapacité totale: 100% du salaire utile. Incapacité partielle: salaire utile multiplié par le degré d'incapacité.

Supplément pour assistance constante: 40% de la pension.

Prestations médicales: Soins médicaux et chirurgicaux, hospitalisation, fournitures pharmaceutiques, appareils de prothèse, transport et réadaptation.

Prestations de survivants pour les personnes à charge

Pension de veuve: 30% du salaire de l'assuré.

Pension d'orphelins: 15% du salaire pour chacun des 2 premiers orphelins, 10% pour chacun des autres; 20% pour chaque orphelin de père et de mère.

Parents et grands-parents à charge: 10% du salaire chacun.

Maximum des pensions de survivants: 85% du salaire.

Allocation funéraire: Somme forfaitaire couvrant les frais d'enterrement. Ajustement annuel des pensions selon les variations du salaire minimum.

Organisation administrative

Ministère de la Santé publique et des Affaires sociales: Surveillance générale.

Caisse nationale de prévoyance sociale: Gestion des cotisations et des prestations.

Prestations familiales

Dates de la législation de base et types de régimes

Première loi: 1955.

Lois en vigueur: 1968, 1971, 1988.

Régime lié à l'emploi

Champ d'application

Travailleurs salariés ayant un enfant ou plus.

Régime spécial pour les fonctionnaires.

Sources de financement

Assuré: Néant.

Employeur: 5% des salaires.

Gouvernement: Néant.

Plafond des salaires pour le calcul des cotisations: 70 000 francs par mois.

Conditions d'attribution

Allocations familiales: Enfant âgé de moins de 14 ans (18 ans si apprenti; 21 ans si étudiant ou invalide).

Le père ou la mère doit avoir été employé(e) pendant 3 mois et travailler 18 jours ou 120 heures par mois (ou la mère doit être veuve du bénéficiaire).

Allocations prénatale et prime de naissance: Examens médicaux prescrits.

Prestations en espèces pour les travailleurs assurés

Allocations familiales: 1 500 francs par mois pour chaque enfant.

Allocation prénatale: 13 500 francs payés en 3 versements.

Allocation de naissance: Somme forfaitaire de 18 000 francs pour chacune des 3 premières naissances.

Allocation de maternité: 18 000 francs payés en 3 versements au cours de la première année suivant la naissance.

Allocation scolaire: Somme forfaitaire de 4 500 francs pour chaque enfant. Quelques services sociaux et sanitaires sont également fournis aux mères et aux enfants.

Organisation administrative

Ministère de la Santé publique et des Affaires sociales: Surveillance générale.

Caisse nationale de prévoyance sociale: Gestion du régime.